

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

Bulletin #155 – Juin 2026 – Spécial Iran

En janvier et février 2026, le soulèvement iranien et sa répression féroce ont été au centre de l'actualité.

Depuis, la grande majorité des médias sont passés à d'autres sujets. Ils ont le plus souvent limité leur attention :

- aux bombardements israélo-américains,
- au blocage du détroit d'Ormuz et ses conséquences sur l'économie mondiale,
- aux déclarations tonitruantes et parloottes des Chefs d'Etats et diplomates,
- à la signature récente d'un projet d'accord.

Plus grand monde ne parle aujourd'hui des massacres du début de l'année et de la situation de la population.

Ce document commence par une première partie présentant rapidement les événements qui se sont succédés au premier semestre 2026.

Une deuxième partie examine les principales caractéristiques du régime en place.

Une troisième partie, cherche à expliquer comment ce pouvoir contre-révolutionnaire est parvenu à se frayer un chemin au sein d'une authentique révolution.

I) L'enchaînement des événements récents

Avant juin 2025 : des vagues successives de mobilisations violemment réprimées¹

Ces mobilisations expriment le refus par la grande majorité de la population de la politique du régime :

- Des mobilisations sociales d'ampleur éclatent pendant l'hiver 2017-2018, puis en novembre 2019. D'abord centrées sur des revendications économiques, ces mouvements s'étendent rapidement à des slogans politiques contre la théocratie. En 2018, la répression cause la mort de 1 500 personnes.
- En septembre 2022, le soulèvement « *Femme, Vie, Liberté* » marque un tournant majeur. Il est déclenché par le refus des femmes d'être obligées de porter le voile, ainsi que des violences policières. Ce mouvement s'élargit ensuite à la majorité de la population. La volonté d'en finir avec le régime en place s'y exprime clairement.

¹ <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-internationalistes/bulletin-international-n117-special-iran/>

Suite à l'ampleur de la répression, ce soulèvement finit par s'essouffler. Mais sous les cendres, les braises restent chaudes, et la résistance continue à bas bruit.

Juin 2025 : la guerre américano-israélienne de 12 jours²

Cette guerre se situe dans une nouvelle période ayant pour toile de fonds le génocide à Gaza et l'agression israélo-américaine dans la région. Un déluge de bombes israélo-américaines sont larguées sur l'Iran entre le 13 et le 25 juin.

Cette intervention militaire permet notamment au régime iranien de réduire les espaces de contestation, et de tenter d'étouffer toute expression des mécontentements. Néanmoins, des luttes ouvrières reprennent (photo ci-dessous).

Janvier-Février 2026 : un soulèvement massif suivi de gigantesques massacres³

Le déclenchement des mobilisations à la fin 2025 est issu d'une partie de la base sociale historique du



régime : les commerçants du bazar de Téhéran. Ceux-ci protestent contre les conséquences sur leurs activités de la politique d'austérité. Le gouvernement leur fait rapidement quelques concessions, en espérant que les choses en resteront là.

Mais le mouvement étudiant prend le relais, suivi par d'autres secteurs de la population. C'est le début du plus important soulèvement auquel la République islamique d'Iran ait eu à faire à faire face. Son principal slogan exprime la volonté d'une chute du

régime.

Dopé par le succès de l'enlèvement du président Maduro au Venezuela, Trump met de l'huile sur le feu. Pariant sur une chute rapide du régime iranien, il envisage une intervention ciblée contre les dirigeants iraniens. Simultanément, il appelle à plusieurs reprises la population à se soulever, et à s'emparer de lieux de pouvoir : « Tenez bon, l'intendance arrive ». Réza Pahlavi lui emboîte le pas.

Face à l'ampleur du soulèvement, le régime organise la pire répression que l'Iran ait connu. Les forces sécuritaires utilisent des fusils d'assaut et des mitrailleuses lourdes, tirant de manière continue sur la foule. Autour des 5 et 6 janvier, la répression aurait tué entre 11 000 et 30 000 civiles, soit entre 6 et 17 fois plus que le nombre de civils qui seront tués par les forces américano-israéliennes entre le 28 février et 29 mai.⁴

De nombreuses personnes sont volontairement blessées au visage par des tirs de chevrotine, et une partie d'entre elles perdent la vue. Des blessés sont achevés dans les hôpitaux. Un tel niveau de sauvagerie s'explique par le spectre d'une perte du pouvoir qui hante les membres du régime en place. Plus de 54 000 personnes sont arrêtées, et les cadavres s'amoncellent (voir photo ci-après).

Pour l'Union syndicale Solidaires, il n'y avait aucune hésitation à avoir. Il fallait être aux côtés des manifestant-es, et soutenir sans réserve leur lutte pour la chute du pouvoir iranien.

² <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/iran-retour-sur-les-trois-annees-ecoulees-depuis-le-debut-du-soulevement-femme-vie-liberte/>

³ https://solidaires.org/documents/11556/2026_03_-_148_Bulletin_Iran_o3jNNnl.pdf

⁴ D'après France-info TV, les forces israélo-américaines auraient causé la mort d'environ 1 700 civiles entre le 28 février et le 29 mai.



Au lieu de partir des innombrables témoignages parvenant d'Iran, certain-es en Occident reprennent à leur compte les mensonges du régime.⁵ Celui-ci explique notamment que les manifestations n'étaient pas dirigées contre le pouvoir (!), mais contre les conséquences économiques des sanctions occidentales. Ces personnes, farouchement opposées aux impérialismes occidentaux, estiment en effet que, dans la mesure où le régime iranien

est en conflit avec les Etats-Unis et Israël, celui-ci est automatiquement leur

ami.

Ils/elles refusent de prendre en compte les multiples témoignages concernant la répression. Pour eux/elles, les victimes de la répression étant des ennemi-es de leur ami (l'Etat iranien), ils/elles ne peuvent être que leurs ennemi-es.⁶

Du 28 février au 8 avril : la guerre américano-israélienne de 40 jours

Le 28 février, Les États-Unis et l'État d'Israël déclenchent une nouvelle guerre contre l'Iran. Dans la foulée, Israël en profite pour bombarder et occuper une partie du Liban.



*Bombardements
américano-israéliens
(mars 2026)*

Leur objectif commun n'est pas l'émancipation des peuples, les guerres impérialistes n'ont jamais libéré les peuples. Ils veulent reconfigurer les rapports de force géopolitiques dans le monde et au Moyen-Orient, au service de leur "ordre" impérialiste, colonialiste et capitaliste.

Rapidement, les Etats-Unis et Israël parviennent à éliminer physiquement un grand nombre de dirigeants iraniens de premier plan, dont le Guide suprême. La République islamique d'Iran riposte en

⁵ Notamment sur le site Parole D'Honneur

⁶ Ce "raisonnement" repose sur le postulat que le monde est coupé en deux "camps" étanches : d'une part le "camp" de l'impérialisme américano-israélien, d'autre part le "camp" regroupant tous les autres pays. Chacun-e est assigné-e à choisir un de ces deux camps. Il ne vient pas à l'esprit de ces "campistes" que l'on puisse être à la fois contre la peste et contre le choléra ! Le corollaire de ce postulat "campiste" est que si le régime iranien est l'ennemi de leurs ennemis (USA et Israël), il est automatiquement leur ami. Par conséquence, les personnes réprimées en Iran étant les ennemies de leur ami (le régime iranien), elles sont automatiquement leurs ennemi-es : il ne s'agit alors pas d'être solidaires avec les manifestant-es réprimé-es, mais au contraire de les combattre.

bombardant Israël et les alliés des Etats-Unis dans la région, ainsi qu'en fermant le détroit d'Ormuz. De son côté, Israël profite de la situation pour intervenir militairement au Liban et annexer la Cisjordanie.

Les frappes contre l'Iran n'ont rien de « chirurgicales » : plus de 1 700 civiles sont tuées. Des logements, des lieux de travail et des infrastructures vitales sont détruits, et il faudra des décennies pour les reconstruire.

Mais le régime ne tombe pas pour autant. La guerre fait passer au second plan les massacres de janvier. Elle est utilisée par le régime pour durcir la répression et raffermir sa maigre base sociale.

Entre le 8 avril au 17 juin : ni guerre (contre l'Iran), ni paix

Les bombardements sur l'Iran sont suspendus, mais ils peuvent reprendre à tout moment. Le détroit d'Ormuz reste bloqué. Des discussions diplomatiques et des échanges de tirs ont lieu périodiquement. De son côté, Israël continue son offensive militaire au Liban, son occupation de Gaza, et l'annexion de la Cisjordanie.

A partir du 17 juin (situation à la fin juin)

Quatre mois après avoir déclenché leur guerre, Trump et Netanyahu n'ont atteint en Iran aucun des objectifs qu'ils s'étaient fixés. Il s'agit là d'une grave défaite. Trump s'est retrouvé contraint de signer le 17 juin un « accord-cadre » très avantageux pour la République islamique. Celui-ci ouvre une période de négociations de 60 jours entre les deux pays. De son côté, Netanyahu continue sa guerre au Liban.

La République islamique n'a subi ni défaite militaire ni défaite politique décisive. Mais elle n'en est pas sortie victorieuse pour autant. Certes, la République islamique d'Iran a survécu, mais, sur le plan économique et social, ce pays est dans une situation désastreuse. Le coût de la reconstruction est estimé à 300 milliards de dollars.

Les grands perdants de ces guerres sont les peuples d'Iran et de la région

A l'heure où ces lignes sont écrites, Israël occupe toujours une partie du Liban.

En Iran, en plus des morte-es, des blessé-es, et des destructions multiples, la guerre a causé plus de deux millions de licenciements. L'hyper inflation s'est accélérée et atteint 74 %.⁷ D'importantes coupures d'eau et d'électricité sont à prévoir pour cet été. Au cas où la guerre prenait durablement fin, il est à prévoir que la dégradation considérable des conditions de vie se traduira par des luttes sociales et démocratiques.

C'est sans doute une des raisons pour lesquelles en Iran les arrestations, les condamnations et les exécutions capitales s'intensifient.⁸ Depuis le déclenchement de la guerre, le 28 février dernier, les autorités de Téhéran ont accéléré les procès et les exécutions de manifestant-es arrêté-es. Le 15 juin, un responsable de l'ONU a annoncé que la République islamique avait exécuté, depuis le début de l'année, environ 40 personnes accusées d'« atteinte à la sécurité nationale », dont la moitié en lien avec les manifestations de janvier. Selon l'organisation Center for Human Rights in Iran, au moins 75 personnes sont actuellement menacées d'exécution capitale, dont au moins 40 liées au soulèvement du début de l'année.

Décidément, les peuples d'Iran et de la région ont plus que jamais besoin de la solidarité de celles et ceux qui, dans le monde, soutiennent les luttes des exploité-es et des opprimé-es.

⁷ Voir notamment Libération du 18 août

⁸ Les éléments qui suivent sont tirés du quotidien Le Monde du 25 juin 2026

II) De quoi la République islamique d'Iran est-elle le nom ?

Beaucoup de discussions actuelles, notamment autour de la guerre au Moyen-Orient et du « campisme »⁹, ont pour toile de fond la nature de l'Etat iranien. Il est donc nécessaire d'approfondir ce point. Au lieu de commencer par coller une étiquette au régime en place, il est proposé de présenter ses caractéristiques. D'où le plan proposé pour cette deuxième partie :

Ce régime religieux (point 1), s'est doté d'un colossal complexe sécuritaire, militaire et économique (point 2) dont l'influence relative n'a cessé d'augmenter. La République islamique d'Iran est un pouvoir anti-social et écocide (point 3) dont la dimension internationale est abordée dans le point 4.

1. Du côté idéologique, institutionnel et sociétal

- Un régime fondamentalement théocratique
- Anti-démocratique
- Ne respectant pas les droits humains individuels
- Refusant les droits sociaux collectifs
- Régnant par la terreur
- Patriarcal, opprimant les filles et les femmes
- Homophobe
- Antisémitisme et négationnisme
- Raciste envers les minorités nationales
- Raciste envers les réfugié·es et migrant·es
- Persécutant les minorités religieuses

2. Un colossal complexe sécuritaire, militaire et économique

- Les Gardiens de la révolution
- Les milices Bassidj
- Les activités économiques des Gardiens de la révolution

3. Un pouvoir anti-social et écocide

- Combattant toute libre organisation du monde du travail
- Une précarité croissante
- Des salaires de misère
- La surexploitation des femmes
- Un traitement ignoble des enfants des familles les plus pauvres
- Profondément inégalitaire
- Gangréné par la corruption et le clientélisme
- Ecocide (pollution, eau...)

4. La dimension internationale de la République islamique

- Le projet initial de Khomeyni
- Un anti-occidentalisme maquillé en anti-impérialisme
- Lié à de multiples dictatures
- Défendant ses intérêts propres et ceux de la bourgeoisie iranienne
- Disposant d'un réseau international dirigé par les Gardiens
- Lié à divers courants de l'extrême-droite internationale

5. En guise de conclusion provisoire

⁹ Voir le bulletin "Solidaires et internationalistes" <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/les-journaux-et-bulletins/solidaires-et-internationalistes/154-juin-2026-imperialismes-campisme-quelques-points-de-reperes/>

1. Du côté idéologique, institutionnel et sociétal

Un régime fondamentalement théocratique¹⁰

Une théocratie est un pouvoir fondé sur la religion, et exercé par des religieux. A l'instar du Pape dans le catholicisme, le « Guide suprême » de la République islamique est élu à vie au sein d'une assemblée restreinte et fermée de dignitaires religieux prenant sa décision à huis clos. Une fois élu, ce Guide est pour le restant de ses jours le représentant de Dieu sur terre, et il dispose donc de tous les pouvoirs institutionnels.¹¹ Ce caractère théocratique a de très nombreuses conséquences, notamment aux niveaux institutionnels et sociétaux.

Nous verrons dans un second point, que si la République islamique reste une théocratie, elle n'est pas uniquement cela. C'est simultanément un gigantesque complexe militaire, sécuritaire et économique.

Au fil du temps, l'équilibre entre ces deux piliers du régime a été amené à évoluer :

Depuis 1979, l'importance de la religion a beaucoup baissé dans la société iranienne.¹² Simultanément, « *le régime a perdu une partie de sa base religieuse traditionnelle, y compris parmi ceux qui respectent le clergé mais rejettent sa mainmise politique* ». ¹³

Avec la guerre, le poids relatif du pilier militaro-sécuritaire-économique dirigé par les Gardiens de la révolution a beaucoup augmenté. Le fait que le 28 février 2026, le Guide suprême ait été tué, et son fils et futur successeur très grièvement blessé, ne semble pas avoir empêché l'Etat iranien de fonctionner.

Anti-démocratique¹⁴

Longtemps avant sa venue au pouvoir, le fondateur de la République islamique Khomeiny, décrivait ainsi le régime politique qu'il voulait mettre en place :

Dans celui-ci, « *les lois ne dépendent pas de la volonté du peuple, mais uniquement du Coran et de la tradition du Prophète.*

La Constitution, le Code Civil et le Code Judiciaire ne peuvent s'inspirer que des lois islamiques contenues dans le Coran et transcrites par le Prophète, et elles seules doivent être appliquées scrupuleusement.

Le gouvernement islamique est le gouvernement de droit divin, et ses lois ne peuvent être ni changées, ni modifiées, ni contestées ».

« C'est là que réside la différence radicale entre un gouvernement islamique et les différents gouvernements monarchiques ou républicains où ce sont les élus, les représentants du peuple ou de l'État qui proposent et votent les lois, alors qu'en Islam la seule autorité compétente est le Tout-Puissant et sa volonté divine.

*Le pouvoir législatif est exclusivement détenu par le Saint Prophète de l'Islam et personne hormis Lui ne peut promouvoir une loi ; toute loi qui n'émane pas de Lui est à rejeter ».*¹⁵

A partir de février 1979, une forme d'hybridation a eu lieu : ce projet initial a été en partie enrobé dans des éléments de langage « républicains ». Ont été formellement mis en place une Constitution, ainsi

¹⁰ Théocratie vient des mots grecs theós (dieu) et krátos (pouvoir).

¹¹ La traduction en italien du mot Guide est "Duce" (titre dont se parait Mussolini), et en allemand "Führer" !

¹² Siyavash Shahavi <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article77020>

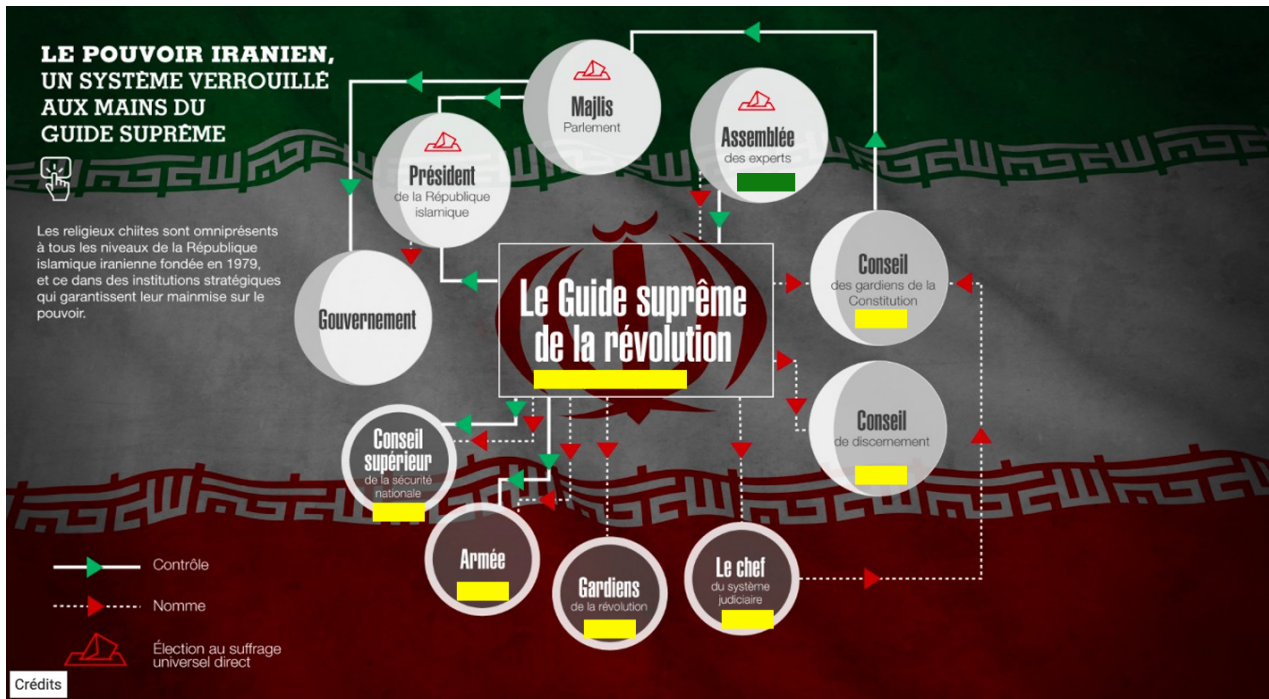
¹³ Clément Therme (2025) p 29.

¹⁴ Démocratie vient des mots grecs dêmos (peuple) et krátos (pouvoir).

¹⁵ <https://www.fnb.to/FNB/Article/Khomeyni/Khomeyni.htm>

que des élections présidentielles et législatives élues au suffrage universel. La réalité du pouvoir institutionnel est entièrement restée entre les mains des Mollahs : c'est notamment le Guide Suprême qui établit souverainement la liste nominative des personnes ayant le droit de se porter candidates ! C'est une des raisons pour lesquelles les personnes élues au suffrage universel ont une fonction essentiellement décorative.

Le tableau ci-joint présente le complexe montage constitutionnel mis en place à cet effet.



<https://graphics.france24.com/iran-guide-supreme-khamenei-rohani/>

La « visite » commence par la case « Assemblée des Experts », située en haut à droite du tableau et signalée par une barre verte. A l'image des conclaves élisant les Papes dans l'Eglise catholique, il s'agit d'une assemblée de dignitaires religieux chargée de désigner à vie en son sein, chaque nouveau Guide. Ses délibérations sont secrètes.

Sont ensuite signalés par une barre jaune, les multiples structures placées sous l'autorité directe du Guide. Il s'agit de l'essentiel du pouvoir d'Etat.

Vient seulement ensuite la façade « républicaine » du pouvoir : le Président, le Parlement et le Gouvernement. Certes, il s'agit de personnes formellement élues au suffrage universel. Mais les dés sont complètement pipés : c'est en effet le Guide qui établit la liste des personnes autorisées à se présenter !

Ne respectant pas les droits humains individuels

Les libertés d'expression et de conscience n'existent pas. Les droits des femmes ne sont pas respectés. Il en va de même pour les minorités nationales, sexuelles et religieuses. « *Les autorités privent régulièrement les personnes détenues de la possibilité de rencontrer un-e avocat-e pendant l'enquête et les déclarent coupables sur la base d'« aveux » obtenus sous la torture, souvent diffusés à la télévision publique* ». ¹⁶

Refusant les droits sociaux collectifs

¹⁶ Rapport annuel d'Amnesty international publié en avril 2026, page 259 et suivantes <https://www.amnesty.org/fr/documents/pol10/0320/2026/fr/>

La République islamique ne reconnaît pas le droit de manifester, de faire grève, de négocier collectivement, de s'organiser, notamment en créant des syndicats et des associations. Les conséquences terribles de cette situation pour le monde du travail et l'ensemble de la société seront abordées dans le point 3 de ce document.

Régnant par la terreur

« *Flagellation, aveuglement, amputation, crucifiement, lapidation*) sont prévus par la loi. Des peines de flagellation et d'amputation sont appliquées ». (Amnesty). La République islamique est la championne du monde du nombre d'exécutions capitales par habitant·es : Selon Amnesty, sur 2 707 personnes exécutées dans le monde en 2025, 2 159 l'ont été en Iran, soit plus du double du chiffre iranien de 2024.¹⁷

Pendant le soulèvement « *Femme, Vie, Liberté* » plus de 470 personnes ont été tuées par les forces sécuritaires et 22 000 arrêtées.

Au premier trimestre 2026, des armes lourdes ont été utilisées contre les manifestant·es, en particulier dans les régions majoritairement peuplées par des minorités nationales comme le Kurdistan et le Baloutchistan. Au total, il y aurait eu plus selon les estimations entre 11 000 et 30 000 tué·es, 11 000 blessé·es et 54 000 arrestations.

Patriarcal, opprimant les filles et femmes

Les femmes et les filles « *sont privées de l'égalité des droits en matière de mariage, de divorce, de transmission de nationalité et de garde des enfants, d'emploi, de succession et d'accès aux fonctions politiques* ».

« *L'âge minimum légal du mariage est fixé à 13 ans pour les filles, mais un père peut obtenir du pouvoir judiciaire l'autorisation de marier de force sa fille encore plus jeune* ». L'avortement est passible de la peine de mort.¹⁸

« *Face au vaste mouvement de résistance des femmes et des filles contre le port obligatoire du voile et à l'indignation suscitée dans le pays et dans le monde par la violence dont elles étaient victimes, les autorités ont été contraintes de renoncer aux vagues massives d'arrestations violentes et d'agressions qu'elles avaient menées les années précédentes* ».

« *Les autorités ont cependant continué d'utiliser les lois et réglementations existantes pour faire appliquer le port obligatoire du voile sur les lieux de travail, dans les universités et dans d'autres institutions du secteur public. Les femmes et les filles qui ne s'y conforment pas risquent d'être harcelées, agressées, arrêtées arbitrairement, soumises à des amendes, licenciées ou exclues du système éducatif* ».

« *La pratique consistant à confisquer arbitrairement les voitures des femmes à titre de punition pour avoir enfreint la législation relative au voile s'est poursuivie* ». (Amnesty)



Homophobe

« *La loi sanctionne pénalement les relations consenties entre personnes de même sexe. La flagellation et la peine de mort figurent parmi les peines prévues. Des hommes sont flagellés après avoir été*

¹⁷ <https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20260518-peine-de-mort-hausse-vertigineuse-en-iran-record-d-ex%C3%A9cutions-dans-le-monde-depuis-1981>

¹⁸ Loi du 2 mars 2021 <https://www.gicj.org/positions-opinions/publications-french/2309-l%E2%80%99iran-rend-l%E2%80%99avortement-passible-de-peine-de-mort>

déclarés coupables de relations sexuelles consenties avec d'autres hommes ». Plus de 5 000 homosexuels auraient été exécutés depuis 1979.¹⁹

« Cette répression pénale alimente la violence et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI, entravant leur accès à l'éducation, à l'emploi, au logement et aux soins de santé, et empêchant les victimes d'agressions homophobes et transphobes de bénéficier de voies de recours ou de services de protection ». (Amnesty)

Antisémitisme et négationnisme

Cette dimension est dans l'ADN du régime. Des années avant que les grandes puissances occidentales organisent son retour en Iran, celui qui allait devenir le premier Guide suprême écrivait notamment²⁰ :

Les Juifs et ceux qui les soutiennent, « ont pour dessein de détruire l'Islam et d'établir un gouvernement universel juif. Et comme il s'agit d'un peuple rusé et actif, je crains (...) que tôt ou tard ils n'arrivent à atteindre ce but, que par la faiblesse de certains d'entre nous, nous nous retrouvions avec un gouvernant juif ». En décembre 2005, le président Ahmadinejad, a qualifié la Shoah de « mythe inventé » (par les Européens).

Devenu négationniste, Roger Garaudy²¹, a été accueilli à bras ouvert par le régime iranien. En 1998, il a par exemple rencontré le Guide suprême Khamenei, qui a reproché à la justice française de l'avoir condamné pour négationnisme.²² La place de Garaudy « est ensuite récupérée par Robert Faurisson » qui « devient une personnalité régulièrement mise en avant par les médias iraniens, notamment à l'occasion de conférences négationnistes organisées à partir de 2006 à Téhéran ».²³

Plus près de nous, des liens étroits ont été établis entre la République islamique et Dieudonné,²⁴ qui a été invité par le pouvoir iranien en 2006, 2007, 2009 et 2010. En 2009 Dieudonné a déclaré publiquement avoir reçu « un budget important » pour lui permettre « de faire des films ». Lors de son voyage de 2010, il a rencontré le président Ahmadinejad, qu'il a ensuite présenté comme étant son ami dans un de ses sketches. Dieudonné s'est exprimé à plusieurs reprises dans les médias iraniens, notamment par le biais d'une vidéo complaisante diffusée dans le monde entier par Press TV, l'organe international de propagande du régime.²⁵

Racisme envers les minorités nationales

« Victimes de violations généralisées de leurs droits humains, les minorités ethniques arabe ahwazie, azérie, baloutche, kurde et turkmène, notamment – sont en butte à une discrimination en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi, à un logement décent et aux fonctions politiques.

Le sous-investissement dans les régions où vivent ces minorités, qui souffrent notamment d'un manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable, perpétue leur pauvreté et leur marginalisation. Les enfants issus de minorités ethniques sont privés de leur droit à une éducation dans leur langue maternelle, car l'enseignement continue d'être assuré uniquement en persan ».

« Les autorités refusent de délivrer des actes de naissance et d'autres documents d'identité à des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants baloutches. Ces personnes sont donc de fait apatrides et ne peuvent pas accéder aux services publics tels que l'éducation, les soins de santé, les services bancaires et le système d'enregistrement des mariages. N'ayant pas la nationalité iranienne,

19 <https://www.equaldex.com/region/iran#copyright>

20 <https://www.fnb.to/FNB/Article/Khomeyni/Khomeyni.htm>

21 Philosophe français, ancien responsable du PCF converti à l'islam.

22 <https://www.lorientlejour.com/article/1198844/le-guide-iranien-reproche-a-la-france-la-condamnation-dun-negationniste.htm>

23 Article de Wikipedia sur Robert Faurisson, et Le Monde du 22 février 2007

24 Article de Wikipedia pp 25-26

25 « Press TV n'est pas un média comme un autre » https://solidaires.org/IMG/pdf/2016-02-22_about_press_tv_v8.pdf

elles risquent d'être expulsées de force vers des pays voisins. Les minorités ethniques subissent de manière disproportionnée des violations du droit à la vie, notamment des tirs illégaux et la peine de mort ». (Amnesty)

Raciste envers les réfugié-es et migrant-es

« Les ressortissant-es afghan-es sont victimes de violences et de discriminations généralisées, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement, de l'emploi, des soins de santé, des services bancaires et du droit de circuler librement. Plus de 1,8 million d'Afghan-es, dont des enfants non accompagnés et séparés de leur famille, des femmes et des filles, ainsi que des personnes réfugiées et demandeuses d'asile, ont été expulsés illégalement ou renvoyés de force en Afghanistan. Ces expulsions massives se sont accompagnées de violentes interventions des forces de sécurité, d'opérations d'interpellation et de fouilles et d'arrestations arbitraires.

Les Afghan-es sont la cible de discours de plus en plus racistes et déshumanisants de la part des autorités, qui les désigne comme responsables de tous les maux socioéconomiques, sont accusés d'être des espions d'Israël ce qui alimente les crimes de haine à leur encontre ». (Amnesty)

Persécutant les minorités religieuses

« Les minorités religieuses, parmi lesquelles les baha'i-e-s, les chrétien-nes, les derviches gonabadis, les personnes de confession juive, les musulman-es sunnites et les yarsans, sont victimes d'atteintes généralisées et systémiques à leurs droits humains, notamment de discrimination en matière d'éducation, d'emploi, d'adoption et d'accès aux fonctions politiques et aux lieux de culte. Des membres de minorités religieuses qui professent ou pratiquent leur foi sont visés par des détentions arbitraires, des poursuites judiciaires injustes, ainsi que des actes de torture et d'autres mauvais traitements ». (Amnesty)

2. Un colossal complexe militaire, sécuritaire, et économique

L'armée régulière

Historiquement issue de l'armée du Chah, elle est composée en grande partie d'appelés. Pour ces deux raisons, les Mollahs ont considéré l'armée régulière comme peu fiable, Depuis 1979, elle ne joue plus qu'un rôle limité : elle est essentiellement chargée de la défense des frontières du pays, et de réprimer ponctuellement des soulèvements dans des territoires peuplés par des minorités nationales.

Le Corps des Gardiens de la révolution²⁶

Dès mai 1979, les Mollahs ont créé sous ce nom²⁷ un appareil militaire parallèle. Constitué en fusionnant certaines des milices islamiques existantes, ce corps d'élite a été placé sous l'autorité directe du Guide suprême. Il constitue depuis sa création le deuxième pilier du régime.

Son influence relative n'a cessé d'augmenter au fil des ans. Ce processus a connu une brutale accélération avec les agressions militaires américano-israéliennes de 2025 et 2026. La liquidation physique du Guide suprême Ali Khamenei, et les très graves blessures infligées à son fils et successeur, ont automatiquement renforcé cette évolution.

Le Corps des Gardiens de la révolution islamique a été créé pour combattre les ennemis du régime. Pour cette raison, le Corps des Gardiens a été organisé pour être capable d'agir de façon autonome et décentralisée quelles que soient les circonstances. Il a pour cette raison sa propre hiérarchie, son

²⁶ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Corps-des-Gardiens-de-la.html>

²⁷ Le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI en français, et IRGC en anglais), est couramment appelé Sepa ou Pasdaran en Iran.

système de formation dont une académie militaire, sa diplomatie. Sa structuration repose sur des bases régionales et locales.

Dans les premières années, les Gardiens ont joué un rôle clé dans :

- l'écrasement militaire des minorités nationales, et en premier lieu les Kurdes,
- la guerre Iran-Irak (1980-1988),
- l'extermination d'une trentaine de milliers d'opposant.es politiques.

Aujourd'hui, le Corps des Gardiens est composé de 150 000 membres : 120 000 pour les forces terrestres (dont des artilleurs et des parachutistes), 5 000 pour l'aérien, 20 000 pour la marine, et un nombre tenu secret pour les opérations extérieures dont il a l'entière responsabilité (Force Qods),²⁸ L'ensemble des missiles et le spatial sont également sous les ordres des Gardiens. En matière de la répression son département de renseignement est beaucoup plus efficace et redoutable que le Ministère iranien du renseignement.

Les Gardiens disposent de 40 % du budget total de la défense, avec des effectifs pourtant trois fois moins nombreux que ceux de l'armée classique.

La cohésion sociale de ce Corps est exceptionnelle assurant pour ses membres et leur famille :

- leur vie sociale et culturelle au niveau local,
- de multiples prestations sociales,
- un système d'enseignement d'élite pour leurs enfants
- une promotion sociale dans ses propres écoles et universités,
- en fin de carrière, un reclassement dans son appareil politique et économique

Les gardiens ont par ailleurs sous leur tutelle les milices Bassidj, dont ils assurent notamment la formation.

Les milices Bassidji²⁹

Voulant encadrer l'ensemble de la population, Khomeiny appelait en 1979 à la création d'une force populaire de 20 millions de membres, soit la moitié de la population totale de l'époque !

Cet objectif était utopique, mais il permet de comprendre le cadre dans lequel le nouveau régime a fait fusionner diverses milices islamiques pour créer l'actuelle milice Bassidj. Ses membres sont recrutés en priorité parmi les jeunes d'origine pauvre ou modeste.

L'effectif actuel des milices Bassidj pourrait être d'environ 5 millions.³⁰

Elles ont pour mission la répression au quotidien de la population :

- surveiller les activités des citoyen-nes,
- arrêter les femmes qui ne respectent pas les codes vestimentaires, et notamment le port du hijab police des moeurs),
- saisir tout matériel jugé « indécent ».

Elles sont présentes dans la plupart des villes iraniennes et disposent d'un bureau dans les principales mosquées du pays. Elles ont une forte présence dans les universités.

Certain-es iraniens-nes ne s'engagent pas dans les Bassidj par conviction mais par nécessité, car la qualité de membre permet de bénéficier de salaires, de bourses universitaires, d'avantages sociaux, etc.

D'origine le plus souvent très modeste, nombre de Bassidji aspirent à être un jour admis à devenir Gardien.

Les activités économiques des Gardiens de la révolution³¹

²⁸ Pour les opérations extérieures, voir le sous-chapitre suivant.

²⁹ <https://www.lescledumoyenorient.com/Le-Corps-des-Gardiens-de-la.html> Pour approfondir, voir Dudoignon (2022) "Les Gardiens de la révolution islamique d'Iran" (CNRS éditions 2022)

³⁰ Introduction à Dudoignon (2022) p12.

³¹ Ce qui suit est en partie emprunté à Houshang Sepehr (SSTI).

Depuis des années, les Gardiens ne constituent plus seulement une force militaire, mais un véritable bloc répressif, économique, et politique.

Les Gardiens ont de longue date la responsabilité de « fondations pieuses » brassant des fonds considérables exemptés d'impôts.

Ils possèdent et contrôlent des banques, des ports, des entreprises du bâtiment et des travaux publics, des sociétés d'import-export, etc. Le montant cumulé des capitaux de leurs holdings s'élèverait à 17 milliards de dollars. Au final, le Corps des Gardiens a sous sa responsabilité un complexe economico-militaire représentant entre le tiers et les 2/3 du PIB.³²

A tout cela viennent s'ajouter des ressources opaques provenant de la contrebande mise en place pour contourner les sanctions occidentales.

Pour toutes ces raisons, les Gardiens sont devenus un des centres de gravité de la République islamique. Ils interviennent dans la définition des orientations stratégiques du régime et dans la gestion de ses rapports de force à l'échelle régionale et internationale. Ils pourraient être en capacité signer, le moment venu, des contrats de plusieurs milliards de dollars avec les États-Unis, et d'autres puissances économiques, et devenir ainsi des partenaires possibles du capitalisme mondialisé.

Dans les années qui viennent, la République islamique pourrait, ressembler de moins en moins à un régime cléricalo-islamique tel qu'il s'était structuré dans les années 1980, et de plus en plus à un État sécuritaire et militaro-autoritaire sous habillage religieux.

3. Un pouvoir anti-social et écocide

Combattant toute libre organisation du monde du travail

Pratiquant un capitalisme sauvage anti-libéral, la République islamique cherche à éradiquer le mouvement ouvrier. Elle a mis en place pour cette raison un dispositif se situant à l'opposé de la libre organisation et l'émancipation des travailleurs/euses :

Le terme syndicat ne figure pas dans la législation iranienne. Les rares syndicats existants n'ont donc aucune existence légale.

A la place, le Code du travail de 1990³³ prévoit le dispositif suivant :

1. Des organismes qui sont sur le lieu de travail de simples prolongements de l'appareil d'Etat théocratique³⁴ : « *Associations/sociétés islamiques* », « *Conseils islamiques du travail* », « *Maison des travailleurs* ».

Leur mission est de « *propager et diffuser la culture islamique* », ainsi que « *défendre les acquis de la révolution islamique* ».

2. Dans une « *profession donnée ou un secteur économique déterminé* », des « *associations professionnelles/sociétés corporatives* » (en anglais *Guild societies*), dont les missions sont de simultanément :

- « *protéger les droits et intérêts légitimes et statutaires des travailleurs et des employeurs* »,
- « *améliorer la situation économique des travailleurs et des employeurs* »,
- « *garantir la protection des intérêts de la société dans leur ensemble* ».

3. Peuvent exister également des "*représentants des travailleurs*" (en anglais *workers' representatives*) de fait nommés par l'employeur et/ou l'Etat.³⁵

³² "Femme, Vie, Liberté" (L'Iconoclaste 2023) pp 143-144 <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Corps-des-Gardiens-de-la.html> Dudoignon (2022) pp188-210

³³ Rouznameh Rasmi, 17 février 1991, n°13387, p. 114 Chapitre 6 : Organisations de travailleurs et travailleurs <https://www.refworld.org/legal/legislation/natlegbod/1990/74238> pages 29-32

³⁴ Dans la foulée des milices islamiques de 1979.

Cette politique a beaucoup de points communs avec les pratiques du fascisme mussolinien et du nazisme³⁶

L'absence de droit syndical et d'une réelle législation sociale a des conséquences dramatiques sur le sort de la classe ouvrière.

Accusé.es d'avoir enfreint ces multiples interdictions, des milliers de syndicalistes ont été jeté.es en prison, torturé.es, condamné.es à mort.

Pour le régime, « *toutes les vagues de contestation populaire (...) seraient orchestrées par les puissances occidentales* ». ³⁷

L'alignement du régime sur les pratiques néo-libérales occidentales s'est traduit par une importante vague de privatisations, qui a fait la fortune des privilégiés du régime.

Pour les salarié.es par contre, la précarité de l'emploi dans le secteur privé est devenue la règle. Cette politique a atomisé la classe ouvrière et rendu encore plus difficile son auto-organisation.

Une précarité croissante³⁸

La généralisation des contrats en blanc et ultra temporaires a fait de l'insécurité de l'emploi la norme. Plus de 90 % des contrats de travail en Iran sont des contrats temporaires. Les travailleur.euses des entreprises de moins de 10 salarié.es et des zones franches sont exclu.es du Code du travail. L'externalisation des emplois dans de nombreux secteurs d'activité, le développement des sociétés sous-traitantes de premier et de second rang, ainsi que des agences d'intérim, combinés avec des privatisations à tout va, accélèrent la précarisation des classes laborieuses.

Le travail informel représente environ 60 % de l'ensemble des emplois du pays. Ces emplois informels sont bien évidemment ultra précaires, non réglementés et sans protection sociale.

Des salaires de misère

L'Iran figure parmi les dix pays les moins bien classés au monde en termes de niveau de salaire ouvrier. Il se distingue également par l'un des salaires minimums les plus bas de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Il est fréquent que les salaires soient payés avec plusieurs mois de retard.

Simultanément, la gestion économique calamiteuse du pouvoir est la principale cause d'une inflation exponentielle qui appauvrit considérablement les classes laborieuses.

La sur-exploitation des femmes

Seulement 16 % des femmes ont un emploi salarié. Les autres sont condamnées aux tâches domestiques et au travail informel.³⁹

Les femmes sont souvent confinées à des emplois instables et précaires, principalement dans le secteur informel du marché du travail. Elles reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes pour un travail équivalent et sont privées des avantages sociaux liés à la famille. Selon certaines estimations, le salaire des femmes est en moyenne 41 % inférieurs à celui des hommes. Cela montre qu'une division fondée sur le genre façonne le marché du travail iranien. Et pourtant, les femmes comptent davantage de diplômées de l'enseignement supérieur que les hommes.

Le traitement ignoble des enfants des familles les plus pauvres

³⁵ Quant aux "Maisons des travailleurs", il ne s'agit en aucune façon d'organisations syndicales, mais d'un simple "*dispositif politico-idéologique du pouvoir*" (Sara Selami) <https://www.cgt.fr/activites-internationales-40-juin-2023-special-iran> page 9.

³⁶ Daniel Guérin : Fascisme et grand capital (pp 168-197).

³⁷ Clément Therme p 109 "Idées reçues sur l'Iran" (Le cavalier bleu 2025).

³⁸ Les passages ci-dessous concernant la précarité, les salaires la surexploitation des femmes et le traitement des enfants sont tirés d'un texte de Sara Selami https://www.syllepse.net/nouveaux-fascismes- r_66_i_1131.html

³⁹ Et cela même si le pourcentage de femmes dans l'enseignement supérieur était en 2028 de 59 %. Clément Therme (2025) p80.

15 % des enfants travaillent. Exploité.es dans des conditions dégradantes, ils/elles sont exposés à de nombreux dangers liés à leur travail, ainsi qu'à des viols, des agressions de toute sorte, la drogue...

Une société profondément inégalitaire

Pour parvenir au pouvoir, Khomeiny et son entourage se sont auto-désignés comme les représentants des « déshérités », s'appropriant volontiers des éléments de langage puisés dans les discours tiers-mondistes très en vogue dans les années 1960-1970. Mais par la suite, les inégalités et la corruption n'ont cessé de se renforcer.

D'après des sources officielles,⁴⁰ environ 11 millions d'iranien-nes ont basculé dans la pauvreté en une décennie. Celle-ci a progressé depuis 2005, et a franchi le seuil de 30% en 2017. Depuis 2018, plus de 30 % de la population est considérée comme pauvre.

La politique budgétaire du régime accroît les inégalités : « 30 % du budget annuel de l'Etat est alloué aux fondations religieuses (imam Khomeyni, Mesbah Yazdi, etc.), aux écoles théologiques, ou encore aux imams des prières du vendredi, alors que les fonds destinés à la santé et à l'éducation n'ont cessé de diminuer, privant ainsi un million d'écoliers d'études, du fait de leur pauvreté ».⁴¹

Gangrené par la corruption et le clientélisme

Du fait de leur empire économique, les Gardiens ont à portée de main de multiples possibilités de détourner une partie des fonds et marchandises qui passent entre leurs mains. Les Gardiens se sont également considérablement enrichis grâce à leur rôle clé dans le développement de la contrebande liée au contournement des sanctions internationales.

Charité bien ordonnée commençant par soi-même, les religieux ne sont pas en reste : la valeur de l'empire financier du défunt Guide suprême, et donc maintenant de son fils et successeur, serait par exemple de plus de 100 milliards de dollars.⁴²

La corruption et le clientélisme vont bon train, à tous les niveaux de la société,

Résultat : « L'immense majorité de la population considère que l'inefficacité des autorités et la corruption sont les principales causes de la détérioration économique du pays ».⁴³

Un pouvoir écocide

L'Iran est confrontée à une crise environnementale de plus en plus aigüe : pollution, pénurie d'eau, inondations.⁴⁴



Si la crise climatique mondiale joue un rôle indéniable dans la crise écologique iranienne, celle-ci est aussi le produit de décisions politiques. Au lieu de chercher à faire face à la crise environnementale, le pouvoir a réprimé les protestations de ses victimes. Il a harcelé, arrêté, et même tué des expert.es proposant des politiques judicieuses.

94

⁴² Il serait propriétaire, via des sociétés écrans, de grands hôtels, de résidences de luxe et de golfs en Europe.

https://www.franceinfo.fr/monde/iran/la-fortune-cachee-du-nouveau-guide-supreme-d-iran-mojtaba-khamenei-estimee-a-plus-de-100-milliards-de-dollars_7861295.html

⁴³ Clément Therme : Idées reçues sur l'Iran (Le cavalier bleu 2025) p 194

⁴⁴ Des éléments sur cette crise majeure et ses conséquences humaines, sociales et économiques figurent notamment dans les articles suivants : ERSHAD Alijani, <https://www.europe-solaire.org/spip.php?article58979> Jonathan Piron (Libération 31 mars 2023) - Ghazal Golshiri (Le Monde 6 août 2025) SSTI [Inondations massives en Iran : une gestion catastrophique, des ...](#)

La pollution bat des records.⁴⁵ (voir photo ci-dessus des brouillards toxiques à Téhéran)

Mais le pouvoir permet néanmoins que les carburants les plus polluants soient utilisés, et les lois en vigueur ne sont pas appliquées. Pire, les autorités dispensent certains constructeurs automobiles de l'obligation d'installer des filtres à particules.

La crise de l'eau est d'une gravité extrême.⁴⁶ Malgré les conséquences sur l'Iran du réchauffement climatique mondial, le régime continue néanmoins à privilégier le développement économique à court terme, ainsi que l'enrichissement rapide de ses membres et alliés. Une telle politique se traduit par :

- un discours développementaliste productiviste incompatible avec les impératifs écologistes,
- une agriculture intensive inadaptée aux réalités climatiques et hydriques de l'Iran,
- un gaspillage d'eau causé par le sous-investissement dans les infrastructures industrielles, ainsi que dans l'irrigation des terres agricoles, consommatrices,
- le développement d'activités gourmandes en eau, comme par exemple la culture du riz,
- l'installation d'industries d'eau dans des régions semi-arides⁴⁷,
- le détournement massif des eaux pour soutenir divers projets industriels et agricoles,
- des constructions immobilières et routières irraisonnées dans les zones inondables, et notamment des lits des rivières.

Le tout dans le cadre d'une corruption endémique, du niveau local au niveau national,

Pendant 30 ans, ont été mis en œuvre des mégaprojets hydrauliques contraires à la durabilité environnementale. Et cela avant tout parce la multiplication de barrages était très rentable pour leurs constructeurs, et avant tout les Gardiens.

Une multitude de barrages ont été construits sans en étudier les conséquences, sans prendre en compte l'environnement et les spécificités naturelles et géologiques.⁴⁸ L'entretien de ces barrages et leurs lacs a été complètement ignoré. Résultat, de nombreux cours d'eau ont débordé, causant beaucoup de dégâts. La construction de barrages sur des rivières vitales perturbe les écosystèmes locaux, tandis que l'extraction excessive des nappes phréatiques a vidé des réserves qui mettront des siècles à se reconstituer.

Les autorités iraniennes nient leur propre responsabilité, alors que ce sont les Gardiens qui construisent l'essentiel des barrages !

4. La dimension internationale de la République islamique

Le projet initial de Khomeiny

Longtemps avant de parvenir au pouvoir, le principal fondateur du régime résumait ainsi son objectif : « (...) nous n'avons d'autre issue que de former un vrai gouvernement islamique, de tout entreprendre pour renverser les autres gouvernements tyranniques pseudo musulmans mis en place par l'étranger, et une fois ce but atteint d'installer « Le » gouvernement islamique universel ». ⁴⁹

⁴⁵ L'Iran se classe au 6ème rang mondial en matière d'émission de gaz à effet de serre, ses émissions de CO2 ayant plus que doublé au cours des vingt dernières années (chiffres 2023). Téhéran est l'une des villes les plus polluées du monde. Des centrales électriques brûlent des carburants très polluants comme le mazout, et un diesel contenant jusqu'à 592 fois plus de soufre que la norme. Selon le ministère de la Santé, entre mars 2023 et mars 2024, la pollution a causé 30 692 décès dans 57 villes, dont 6 939 à Téhéran.

⁴⁶ L'Iran est le quatrième pays au monde au classement du stress hydrique. « La situation actuelle est quasiment sans précédent depuis un siècle ». Simultanément 10 millions de personnes ont été affectées par des inondations dévastatrices qui sévissent dans trois quarts des provinces iraniennes.

⁴⁷ Comme par exemple des usines de production d'acier dans la région du Khouzestan

⁴⁸ De la même façon, les Gardiens ont construit une ligne de chemin de fer près de la mer Caspienne sans prendre en considération le fait qu'une partie de la région concernée, se trouve sous le niveau de la mer. Ils n'ont même pas mis en place de dispositif permettant aux eaux pluviales de s'y écouler.

⁴⁹ <https://www.fnb.to/FNB/Article/Khomeyni/Khomeyni.htm> PDF p8.

Après 1979, explique le chercheur Clément Therme, le régime *"portait une ambition universelle. Exporter la révolution, soutenir les « opprimés », structurer un arc de forces idéologiques du Levant au Yémen, mais aussi et surtout au Pakistan et en Afghanistan : cette matrice a façonné la politique étrangère iranienne pendant près d'un demi-siècle*

Chaque Guide suprême successif *« plaçait la solidarité idéologique transfrontalière au-dessus des impératifs de développement socio-économique du pays »* le conduisant à *"sacrifier les intérêts nationaux iraniens à la survie d'une idéologie. Le coût est immense : asphyxie économique, fuite des cerveaux, répression interne, dépendance croissante à des réseaux d'influence régionaux »*.⁵⁰

Un anti-occidentalisme maquillé en anti-impérialisme

Personne ne peut contester que le régime iranien soit anti-occidental.⁵¹ Prétendre pour autant qu'il est anti-impérialiste constitue une escroquerie. En effet, la République islamique ne définit pas le régime de Poutine comme impérialiste, bien qu'il ait envahi une partie de l'Ukraine !

Le régime iranien et ses partisans ne peuvent réussir un tel tour de passe-passe qu'en posant comme postulat que les enjeux politiques mondiaux se réduisent à un duel entre l'Iran et *« l'axe américano-israélien »*.⁵² Chaque personne est sommée de se ranger dans un de ces deux *« camps »*, comme l'était le choix imposé entre l'URSS et les USA du temps de la *« guerre froide »*. Dans un tel cadre, toute critique du *« camp »* adverse doit être saluée. Inversement, toute critique envers un pays du même camp, est considérée comme une trahison et une infamie.

Une telle approche est utilisée par les dirigeants iraniens pour *« masquer, justifier ou minimiser les formes d'autoritarisme et de violence fasciste exercées à l'intérieur de leurs frontières nationales »*. Elle lui sert d'alibi pour réprimer les courants de gauche, les minorités nationales, les féministes et toutes sortes d'associations. Cette rhétorique aux accents anti-impérialistes permet au régime de qualifier les manifestants de *« terroristes »*. Elle lui sert également à *« justifier les politiques discriminatoires menées contre les migrants afghans : en les érigeant en menace intérieure, le régime déplace sur eux la responsabilité de difficultés qui relèvent en réalité de sa propre crise politique, sociale et économique »*.

« Les protestations populaires sont interprétées comme de simples "mécontentements économiques" et la crise est entièrement attribuée aux pressions extérieures ». Pour ce régime, *« tout se réduit aux "sanctions" occidentales. Les protestations populaires sont interprétées comme de simples "mécontentements économiques" et la crise est entièrement attribuée aux pressions extérieures »*.⁵³

La logique campiste vise également à justifier *« que des États, comme l'Iran, soient présentés comme indépendants du capitalisme mondial »* alors qu'ils demeurent des machines *« d'exploitation interne et de militarisme, soucieux, précisément, de s'intégrer au capitalisme global »*.

Pour terminer, comment ne pas être d'accord avec le cri lancé par Somayeh Rostempour :

« Ne demandons pas aux Iraniens d'accepter politiquement ce que nous refuserions absolument pour nous-mêmes, ici, en France. Nous ne marchons ni avec les fascistes, ni sous leurs bannières : nous les combattons, y compris lorsqu'ils s'approprient le lexique de la liberté pour en inverser le sens ».

Lié à de multiples dictatures

⁵⁰ Tribune de Clément Therme, Le Monde 2 mars 2026 https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/02/clement-therme-historien-la-mort-d-ali-khamenei-met-a-nu-l-impasse-d-un-systeme_6669243_3232.html

⁵¹ Mis à part les monarchistes, l'immense majorité de la population iranienne est hostile à la politique des grandes puissances occidentales. Il est facile de comprendre pourquoi : pendant la majeure partie du 20ème siècle, l'Iran a en effet subi la mainmise de l'Occident, en particulier sur ses ressources pétrolières. En août 1953, la Grande-Bretagne et les États-Unis n'ont pas hésité à organiser un coup d'Etat pour renverser un Premier ministre qui avait osé nationaliser le secteur pétrolier. En juin 2025, puis début 2026, les USA et Israël ont bombardé massivement l'Iran.

⁵² Cette citation, et celles qui suivent, sont extraites d'un article de Somayeh Rostempour (passage en cours de relecture par l'autrice) <https://frustrationmagazine.fr/campisme/>

⁵³ L'argumentation campiste du régime a été notamment reprise et propagée par le site "Parole D'Honneur".

En conflit avec les Etats-Unis depuis son ascension au pouvoir, le régime iranien a cherché à développer ses liens avec des régimes également opposés au régime étatsunien comme la Russie de Poutine, la Chine de Xi la Corée du Nord, la Syrie de Bachar el-Asad, etc. Que ces régimes soient des dictatures ne le gêne nullement : ils partagent tous les mêmes valeurs.

Défendant ses intérêts propres, et ceux de la bourgeoisie iranienne

*« L'Iran cherche à préserver son rôle de pont stratégique entre l'Asie centrale, le Golfe persique, le Caucase et l'Asie occidentale. Un autre exemple, est le corridor international Nord-Sud (INSTC), qui relie l'Inde, l'Iran, la Russie et plus largement l'Europe du Nord. Dans ce système, l'Iran joue un rôle de véritable pont terrestre entre l'océan Indien et la mer Caspienne, puis vers la Russie et l'Europe. La République islamique d'Iran - et plus largement le capitalisme iranien qu'elle administre - n'est pas une simple victime passive de cette configuration guerrière. Elle en est un acteur à part entière, engagé dans sa propre logique de puissance, de consolidation interne et d'influence régionale. Sa confrontation avec Israël et les États-Unis ne peut donc pas être réduite à une simple « résistance » au sens moral ou politique du terme. Il ne s'agit pas uniquement d'une réaction à une injustice extérieure, à une guerre imposée, mais aussi d'une politique d'État portée par une classe dirigeante qui réprime sa propre population, instrumentalise les conflits externes pour renforcer sa position externe et son contrôle interne, et cherche, elle aussi, à imposer sa place dans la hiérarchie régionale et mondiale ».*⁵⁴

Disposant d'un réseau international dirigé par les Gardiens⁵⁵

Fondée au début des années 1990, la Force Qods (nom arabe de la ville de Jérusalem) est chargée des opérations extraterritoriales des Pasdaran : élimination des forces s'opposant au régime iranien, liens politiques, économiques et sociaux avec les chiites d'autres pays, renseignement. Etant donnée la nature secrète de ses activités, le nombre de ses membres n'est pas connu.

La Force Qods a notamment soutenu le Hezbollah libanais en lui fournissant des conseils, des armes et du personnel militaire. Plus de 3 000 membres du Hezbollah auraient été formés par les Pasdaran. Il en est allé même en Palestine avec le Hamas et l'Organisation du Djihad Islamique, ainsi que de nombreux autres pays. En Syrie la Force Qods a combattu aux côtés de l'armée de Bachar el-Assad. Au Yémen, la Force Qods soutient logistiquement depuis 2014 l'insurrection des chiites Houthis. En Irak il contrôle plusieurs groupes armés dont « Les Hachd al-Chaabi ».

Lié à divers courants de l'extrême-droite internationale

En 1987 à Paris, l'ambassade d'Iran a notamment soutenu financièrement un éditeur et un diffuseur d'ouvrages nazis et révisionnistes.⁵⁶

Le vétéran d'extrême-droite Alain Soral⁵⁷ a été plusieurs fois invité par le pouvoir iranien aux côtés de Dieudonné et Thierry Meyssan. Ce dernier a notamment réalisé un voyage en Iran en juin 2002 et a été reçu par le président Ahmadinejad.⁵⁸

En avril 2010, l'ambassadeur d'Iran à Paris avait tenu à rencontre des militants de l'extrême-droite radicale.⁵⁹ Parmi eux, Thomas Werlet, accueilli par le régime iranien, en octobre 2010 et en mars 2014, et qui a manifesté à Paris le 12 avril 2026 dans des cortège pro-régime.⁶⁰

⁵⁴ Sara Selami (SSTI) https://www.iran-echo.com/echo_pdf/echo31.pdf

⁵⁵ <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Corps-des-Gardiens-de-la.html> PDF pp 4-5. Pour approfondir, voir Dudoignon (2022) pp187-210

⁵⁶ Le Monde 6 et 13 août 1987

⁵⁷ Alain Soral est récemment parti vivre dans la Russie de Poutine pour échapper aux condamnations des tribunaux français et suisse. [Alain Soral : les dessous de sa fuite vers la Russie | Mediapart](#)

⁵⁸ <https://www.humanite.fr/en-debat/gilles-alfonsi/les-impostures-du-reseau-voltaire-et-des-theories-du-complot>

⁵⁹ https://www.lemonde.fr/politique/article/2010/04/14/l-ambassadeur-d-iran-a-la-rencontre-de-l-extreme-droite-radicale_5976939_823448.htm / <https://www.youtube.com/shorts/b2KuMAT4R-Q>

En mars 2013, Soral a publiquement déclaré que c'était grâce aux 3 millions d'euros donnés par le pouvoir iranien que Dieudonné et lui avaient pu présenter une liste aux élections européennes de 2009.⁶¹

Un appel international est paru le 10 avril 2026 aux Etats-Unis sur un site faisant historiquement partie de la gauche de la gauche, mais qui a progressivement glissé vers le conspirationnisme et le négationisme.⁶²Au nom du rejet de la guerre américano-israélienne contre Iran, cet appel prête totalement allégeance à la République islamique d'Iran. Aucune mention n'est faite des massacres de janvier 2026, ni de l'oppression des femmes iraniennes.

- Plus d'un tiers du texte énumère les crimes commis dans le monde par les Etats-Unis depuis sa création.
- Un tiers glorifie la République islamique d'Iran : le Guide suprême Ali Khamenei est présenté comme « *reconnu internationalement comme une voix contre l'arrogance et le terrorisme* ». Pour les initiateurs de ce texte, la guerre actuelle constitue « *une occasion unique de mettre fin à l'hégémonie mondiale* ». « *L'Iran est notre dernier rempart. Si ce pays tombe, l'espoir d'un avenir meilleur et éclairé pour le monde s'évanouira* ». « *Notre avenir même repose sur le succès de l'Iran* ».
- Un peu moins d'un tiers reprend à son compte les exigences du régime iranien pour conclure un accord.

Ce texte est présenté par ses promoteurs comme un événement planétaire, rassemblant une pléiade d'universitaires et d'anciens responsables politiques issus de trente pays.

- Une partie des signataires sont des vétérans de la droite la plus extrême ;⁶³
- Une autre partie est constituée d'intellectuel·es habituellement classé·es comme étant résolument de gauche.⁶⁴

5. En guise de conclusion provisoire

La République islamique d'Iran se définit elle-même comme une théocratie (voir le premier point de ce texte).

Pour le reste tout est question de définition. En ce qui les concernent, beaucoup d'opposant·es iraniens de gauche n'hésitent pas à utiliser les mot de fascisme.

Une partie de la confusion existant parfois à gauche vient du fait qu'en 1979, ce régime est parvenu à se frayer un chemin au sein d'une authentique révolution. Cet aspect est présenté dans le texte « Aux origines de la République islamique ».

⁶⁰ [Ni Shah ni Mollah — Soutiens du régime iranien, hors de nos luttes ! – NO PASARAN](#)

⁶¹ <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-politique/20131021.RUE9628/alain-soral-et-le-butin-de-guerre-de-la-liste-antisioniste-un-conte-iranien.html>

⁶² CounterPunch.org Philippe Corcuff (Le Monde du 2 mai 2026)
Laurent Joffrin <https://librejournal.fr/article/les-idiots-utiles-des-mollahs/>

⁶³ Du côté français figurent notamment Alain de Benoist (fondateur de « la nouvelle droite » -GRECE), Dieudonné (antisémite et négationniste), Yvan Benedetti (néonazi et pro-Poutine, ex-Oeuvre Française), Christian Bouchet (ex-néofasciste, proche du russe Douguine), Lucien Cerise (Egalité & Réconciliation, le site de Soral).

⁶⁴ Parmi les signataires sont habituellement présentés comme étant de gauche : le sociologue décolonial portugais Boaventura de Sousa Santos, le sociologue d'origine portoricaine Ramon Grosfoguel, vedette de la pensée décoloniale latino-américaine, ou l'historien indien Vijay Prashad, qui se réclame du marxisme et du mouvement queer.

III) Aux origines de la République islamique : une contre-révolution au sein de la révolution anti-monarchique

Le régime iranien a vu le jour, grâce à l'enchaînement rapide de deux processus historiques contradictoires :

- une authentique vague révolutionnaire, qui s'est développée à partir de mars 1978, et qui a atteint son point culminant avec l'insurrection du 9 au 11 février 1979 à Téhéran.
- un processus contre-révolutionnaire qui a débuté dès le 12 février 1979.

Ce qui suit est essentiellement tiré d'une revue publiée à l'automne 2012 par l'Union syndicale Solidaires⁶⁵, s'appuyant elle-même sur un texte de publié en 1998 par Houshang Sepehr (SSTI)⁶⁶.

1. L'Iran à la fin des années 1970

Une opposition sociale à la dictature monarchique

A la fin des années 1970, la révolte contre la dictature monarchique gronde dans l'ensemble de la société.

Une partie de la classe ouvrière avait une tradition de lutte et d'organisation. C'est notamment le secteur pétrolier d'Abadan qui a connu les grandes luttes pour la nationalisation du début des années 1950. En raison de l'ampleur de la répression, le prolétariat de formation récente n'a aucune expérience d'organisation. A la fin des années 1970, les grèves se multiplient.

Depuis des dizaines d'années, dans les régions où dominent des minorités nationales, celles-ci résistent à la politique colonialiste et raciste de la monarchie. C'est en particulier le cas dans le Kurdistan où cette résistance est en partie armée.

De nombreux intellectuel·les ne supportent plus les atteintes aux droits de l'Homme. Les manifestations d'étudiant.es n'ont jamais cessé pendant la dictature du Chah.

À l'été 1977, des mouvements de révolte se produisent dans les bidonvilles de la périphérie de Téhéran contre la démolition de leurs habitations par les autorités.

Diverses formes de résistance se développent parmi les femmes.

L'absence d'alternative politique crédible de gauche

La gauche modérée

Le Toudeh, lié à l'URSS a été démantelé par la répression. Il a néanmoins réussi à maintenir une implantation clandestine à l'Université de Téhéran et dans les grands centres industriels.

La gauche radicale

Au début des années 1960, des intellectuel·les et des étudiant.es se réclamant en général du marxisme sont enthousiasmé.es par les luttes de libération en Algérie, au Vietnam et à Cuba. ils ne voient pas d'autre issue que la lutte armée. À partir de 1971, certains groupes se lancent dans la lutte armée et subissent des lourdes pertes. Nombre de ses militant.es sont assassiné.es ou croupissent en prison.

Une possible alternative cléricale

Le clergé est la seule force indépendante du régime qui est parvenue à sauvegarder son implantation. Il réussit, tant bien que mal, à s'organiser grâce notamment au réseau des mosquées qui ne sont jamais investies par les forces de sécurité.

⁶⁵ <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/brochures/international/solidaires-international-revue-n8-automne-2012/>

⁶⁶ https://www.iran-echo.com/echo_pdf/rapport_cent_ans.pdf

Le clergé est étroitement lié à la petite-bourgeoisie traditionnelle (le bazar), qui est marginalisée par le pouvoir, et qui s'en sert souvent comme bouc émissaire.

2. Une authentique révolution populaire (mars 1978 à février 1979)

A partir de mars 1978, des grèves commencent à éclater un peu partout.

Au début de l'été, la population pauvre des villes entre en scène, dont des ouvriers d'usines et du bâtiment. Les manifestations deviennent massives.

Un premier seuil significatif est franchi en août 1978, et un second à la mi-octobre. Les revendications sont avant tout politiques.

Le 18 octobre, la raffinerie d'Abadan s'arrête presque totalement. Des comités de grève surgissent ici ou là. A l'université, une foule de jeunes participent à des actions de solidarité avec les prisonniers politiques. A partir de la mi-octobre, un vent de relative liberté souffle en Iran.

Début novembre, la plupart des prisonniers politiques sont libérés, ce qui renforce considérablement les courants se réclamant de la gauche.

En novembre et décembre, des manifestations monstres ont lieu. Celle du 10 décembre regroupe par exemple 1,5 ou 2 millions de personnes à Téhéran. Participent désormais aux manifestations des associations des professions libérales, des membres des classes moyennes occidentalisées, des bazaris, etc.

La grève du pétrole paralyse les exportations et donne le coup de grâce au régime impérial. Des familles entières de la grande bourgeoisie fuient le pays emportant une partie de leur fortune.

Pour le reste de la bourgeoisie iranienne et les grandes puissances, il est plus que temps de se débarrasser de la monarchie, et de passer un accord avec Khomeiny. Et cela d'autant plus, que celui-ci avait annoncé qu'une fois revenu en Iran, il ne s'occuperait pas de politique et se limiterait à des activités religieuses.

Le 16 janvier, le Chah part effectivement en exil. Le 19, Khomeiny ordonne une grande manifestation réclamant :

- d'une part le départ du pouvoir en place,
- d'autre part l'établissement d'une République Islamique.

Et le 1^{er} février, des millions de personnes accueillent triomphalement Khomeiny à l'aéroport de Téhéran. Aucune force ayant pignon sur rue, ne se différencie de la politique de Khomeiny.

Du 9 au 11 février, tout Téhéran se soulève. La foule prend d'assaut les dépôts d'armes, les bâtiments publics, les commissariats, les casernes. Des barricades surgissent un peu partout. Des jeunes attaquent des chars avec des cocktails Molotov. Très souvent, des militants se réclamant de la gauche sont à l'avant-garde, voire à l'initiative des différentes actions.

Le gouvernement est contraint de laisser la place au contre-gouvernement khomeyniste. Le 12 février, la monarchie est abolie.

3. Les débuts de la contre-révolution islamique

Dès le lendemain, les "Comités Imam Khomeiny" mis en place par les religieux dans les quartiers et les lieux de travail, s'emploient à récupérer systématiquement les armes. Les miliciens islamistes tirent sur les personnes circulant armées sans autorisation.

Le nouveau régime appelle les travailleur-euses à reprendre le travail, en particulier dans la production pétrolière.

Néanmoins des éléments de la vague révolutionnaire subsistent. Pendant des semaines, et même des mois, les villes d'Iran et plus sporadiquement les campagnes, connaissent un bouillonnement politique et social.

Des comités apparaissent dans les quartiers et lieux de travail, généralement impulsés ou en tout cas pris en mains par des militants islamiques. Mais ils traduisant en même temps, y compris de façon déformée, l'aspiration générale de la population à exercer un certain pouvoir. Néanmoins, ces comités, structurés au niveau des villes sous la direction de religieux, en viennent à tenir lieu de police khomeyniste.

Dans les usines, l'effervescence et l'enthousiasme règnent pendant quelques temps. Des sortes de conseils de travailleurs, les Shoras, apparaissent dans un certain nombre d'entre elles. Les salarié-es cherchent à détecter les agents de la Savak (la police politique du régime monarchique). Ils/elles revendiquent pour leurs salaires, mais aussi pour pouvoir nommer les dirigeants de leur entreprise lorsque - comme c'est souvent le cas - les anciens patrons avaient mis la clé sous la porte. La plupart des Shoras ne sont pas consciemment des structures de contestation, même s'il leur arrive de gêner la production.

Et même si la classe ouvrière peut, durant cette époque, faire quelques pas dans l'apprentissage de la discussion libre et de l'organisation élémentaire, les militants islamiques conservent en fin de compte le contrôle de ces comités de travailleurs, qui sont transformés en simples instruments du régime.

*« Outre l'imposition du voile (...), l'Etat modifia au profit de la population masculine les lois sur la nuptialité, abolit la loi légalisant l'avortement, interdit aux femmes l'exercice du métier de juge (...) désormais, le témoignage de la femme vaut la moitié de celui de l'homme (...) la femme ne pouvait plus sortir de son domicile ou voyager sans l'autorisation de son époux ».*⁶⁷

4. L'émergence d'une résistance sociale et sociétale

Le 8 mars, des milliers de femmes manifestent contre l'obligation de porter le voile en public. Les islamistes les attaquent avec violence.

Diverses minorités nationales se mobilisent pour revendiquer leurs droits. Fin mai, la répression commence à s'abattre sur elles. A la fin de l'été, Khomeiny envoie l'armée au Kurdistan iranien, et le siège de Mahabad fait environ six cents mort.es.

5. La mise en place du nouveau régime

L'essentiel des organisations politiques, y compris la quasi-totalité de celles se réclamant de la gauche se rangent dès le début derrière Khomeiny⁶⁸, et le nouveau régime se met tranquillement en place.

Un référendum a lieu les 30 et 31 mars pour ou contre la République islamique. Il n'est perturbé que dans les régions demandant l'autonomie.

Le 1er avril, la République islamique est proclamée.

Le 3 décembre, une nouvelle Constitution est adoptée. Celle-ci stipule que la tâche de diriger est réservée exclusivement aux représentants de Dieu sur terre.

Néanmoins, nombre d'organisations se réclamant de la gauche appellent à voter pour ce texte, et ce alors que la répression de déchaîne contre les Kurdes et les étudiante-s.

6. L'occupation de l'ambassade américaine, et le renforcement du nouveau régime

⁶⁷ Marie Ladier-Fouladi : Iran, un monde de paradoxe (2009) p 53.

⁶⁸ A gauche, seuls les Feddayin et quelques petits groupes se démarquent un petit peu.

A l'automne 1979, le nouveau régime est en grande difficulté. Il exploite alors la haine profonde de la population contre l'impérialisme américain, en engageant une épreuve de force avec lui. Le 4 novembre 1979, des étudiants khomeynistes occupent l'ambassade américaine de Téhéran, prenant son personnel en otage,⁶⁹ Cette occupation dure 444 jours, et de grandes manifestations anti-américaines ont lieu à travers l'Iran.

L'essentiel des organisations politiques, dont celles de gauche, soutiennent cette occupation, et renouvelent leur allégeance à Khomeiny au nom de l'anti-impérialisme.⁷⁰

7. La guerre Iran-Irak et la stabilisation de la dictature

Cette guerre de 8 ans, déclenchée par l'Irak le 22 septembre 1980, suscite en Iran un profond réflexe nationaliste. Les volontaires affluent, dont une partie se réclame de la gauche.

Les milices islamiques regroupées au sein des Gardiens de la Révolution, deviennent une armée parallèle. Il s'agit d'une armée de pauvres, inexpérimentés, mal armés, très jeunes, mais qui, par son ardeur et ses sacrifices, permet à l'Iran de résister à l'Irak, et ensuite de contre-attaquer.

La guerre et la mystique nationaliste permettent au régime de militariser la vie sociale. Au nom de l'effort de guerre, les salarié.es qui revendiquent ou, pis encore, se mettent en grève, sont mis au ban de la nation, désignés à la vindicte des pauvres sans travail ainsi que des familles des morts sur le front. Des milices contrôlent les usines. L'essentiel des organisations de gauche font bloc avec le pouvoir.

Entre juin 1981 et début 1983, une fois le gros du danger passé, le régime emprisonne, torture et liquide des dizaines de milliers de militant.es se réclamant de la gauche ou soupçonné.es d'en faire partie.

⁶⁹ L'objectif annoncé est d'obtenir l'extradition du Chah, alors à New York.

⁷⁰ Au début de 1980, le courant majoritaire des Feddayin abandonne le soutien armé qu'il apportait aux Kurdes, et collabore avec le régime.